

Emmanuel Macron : beau temps revenu ou éclaircie politique entre deux orages ?



Malgré ce qui est présenté comme une victoire aux élections européennes, LREM ne semble pas être au bout de ses peines.

Avec Maxime
Tandonnet

Atlantico : L'obstacle des européennes passé, le gouvernement et le Président semblent avoir profité d'une accalmie, notamment du fait des cérémonies du débarquement. Le délitement des partis de ses adversaires (extrême-droite exceptée) donne plus une impression de force au parti majoritaire. Pour autant, y a-t-il vraiment une renaissance du macronisme en France aujourd'hui ?

Maxime Tandonnet : La France « d'en haut », celle de la classe dirigeante, des élites politiques, administratives et médiatiques, baigne dans une atmosphère très étrange. Sa déconnexion avec le pays semble s'aggraver dangereusement. Pour 80% de la presse et des médias, dans les milieux politiques, il paraît désormais acquis que les élections européennes ont été une réussite, au moins une demi-réussite pour la présidence Macron. L'Elysée a donné le ton : « un score honorable », « une bonne base ». Puis, ces éléments de langage, dans un puissant élan de conformisme, ont imposé la tonalité générale de la presse et des médias à l'image de Slate.fr pour qui « l'Europe et Macron sont les deux vrais vainqueurs ». Depuis, nous assistons à une réplique de mai-juin 2017 : une vague d'euphorie et de ralliements, certes fortement atténuée. Or, Ce phénomène repose sur une mystification. De fait, le pouvoir, qui s'était fixé l'objectif emblématique d'être devant le RN (ex-FN) a perdu son pari. Mais surtout, 22%, pour une liste qui représente à elle seule la majorité présidentielle, c'est un score accablant. En 2009, la liste UMP soutenant le président Sarkozy avait réalisé 28%, résultat jugé alors très préoccupant pour les présidentielles de 2012 qui furent en effet perdues. Plutôt que de renaissance, parlons d'une légère poussée de macronisme dans la France d'en haut, mais dans le pays profond, il en est sans doute tout autrement...

Le virage à droite opéré par l'électorat de LaREM est-il une bonne nouvelle ? Sera-t-il facile pour le Président de garder cet électorat dans son giron ?

Il ne faut pas se faire d'illusion : cette espèce d'euphorie, largement artificielle, autour d'un supposé résultat honorable de la liste LREM, est due avant tout à la débâcle électorale des Républicains (liste Bellamy). Une partie de l'électorat traditionnel de LR s'est reportée sur la liste soutenue par M. Macron : les retraités, les catholiques pratiquants, la bourgeoisie urbaine la plus aisée. Ce phénomène est typiquement le résultat de la crise des Gilets Jaunes de l'hiver. Une partie du vote conservateur a vu dans la présidence Macron, particulièrement surmédiatisée à l'occasion du Grand Débat, le rempart le plus efficace contre le chaos social. Elle a donc voté LREM en tant que meilleure solution supposée pour la défense de ses intérêts. Ce ralliement et ce vote légitimiste, ou vote de peur, sont superficiels. Ils ne reposent pas sur des choix politiques de fond et des résultats obtenus (dette publique, prélèvements obligatoires, sécurité, maîtrise de l'immigration, déclin industriel, école), mais sur la réussite indéniable d'une communication : moi ou le chaos. Pour le préserver durablement, il faudrait que le pouvoir politique bascule sur une politique clairement droitière. Mais alors il risquerait de rompre avec la base « progressiste » qui l'a élu. Pour l'instant, le chaos de la droite

permet de recouvrir ces ambiguïtés. Jusqu'à quand ?

Le gouvernement s'active sur le front des municipales, et déjà des maires LR ou ex-LR ont annoncé leur ralliement. Mais la bataille pour les mairies ne risque-t-elle pas d'être un casse-tête pour le parti présidentiel ?

En effet, le déroulement des élections municipales n'a aucun rapport avec celui d'élections européennes. Les Européennes sont un vote national à la proportionnelle. Les élections municipales sont elles à deux tours, combinant logique majoritaire et proportionnelle selon la taille des communes. Elles se répartissent en 36 000 communes. L'élément local est déterminant, la politisation nationale ne touchant que les communes les plus peuplées. La faiblesse de l'ancrage local risque de handicaper fortement LREM comme le RN (ex-FN). En outre, les ambiguïtés idéologiques de LREM risquent de lui être fatales pour un tel scrutin. Sur qui s'appuyer pour franchir la barre des 50% en partant de 22% ? Sur les Verts, au risque d'effaroucher l'électorat conservateur nouvellement rallié ? Ou alors, sur ce dernier, clairement, avec la certitude d'indisposer l'aile gauche et de provoquer une crise interne à LREM ? Un casse-tête insoluble, en effet... Quant au ralliement de 60 maires LR à la présidence Macron, il est à double tranchant. L'opinion publique française est un volcan, totalement insaisissable, versatile et imprévisible. Quel sera le contexte politique, social, économique, psychologique du pays dans un an ? Nul n'en a la moindre idée. Un système fondé entièrement sur le culte de l'image du chef de l'Etat expose ce dernier à une impopularité toujours croissante. Le ralliement des 60 pourrait être ressenti par l'électorat comme une manifestation d'opportunisme et se retourner à leur désavantage. Bien sûr, on peut compter les mêmes pour opérer, dès lors, une nouvelle volte-face, surtout si les Républicains, d'ici là ressoudés par l'enjeu local, parvenaient à offrir un nouveau visage. Mais alors, quelle image de la politique !